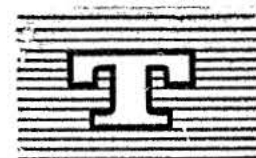


NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.833
5 juillet 1957
FRANCAIS



Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT TRENTE-TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 5 juillet 1957, à 10 h.30.

Président : M. HOOD (Australie)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental /41/ (suite)

UN. LIBRARY
8 JUL 1957
UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié, portant le symbole T/SR.833. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-19578

(26 p.)

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL :
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL
(T/1330; T/L.781) [point 4 f) de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. T.R. Smith, Représentant spécial du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental sous administration de la Nouvelle-Zélande, prend place à la table du Conseil.

Discussion générale (suite)

M. TOUROT (France) : La délégation française a écouté avec le plus vif intérêt la déclaration liminaire et les renseignements complémentaires que le distingué représentant spécial a bien voulu présenter devant le Conseil.

Venant après l'examen de la situation de divers territoires dont certains opposent des difficultés incontestables à l'action des autorités administrantes locales, l'évolution politique du Samoa-Occidental se présente sous un jour particulièrement optimiste.

Nous assistons en effet dans ce Territoire à une évolution extrêmement rapide que l'Autorité administrante s'attache à guider adroitement vers une prochaine autonomie.

Respectant loyalement les coutumes et les traditions locales qui demeurent encore profondément ancrées dans la vie samoane, elle évite les écueils d'une transformation trop brutale. Aussi, bien que cette évolution soit hative, elle s'effectue dans la paisible ambiance habituelle que caractérise le mode de vie samoan qui semble avoir tout particulièrement frappé la mission de visite, l'année dernière, lors de son séjour dans le Territoire.

Il y a déjà une dizaine d'années que les représentants de la population, les matais, réclament leur autonomie. Mais l'autorité administrante a su sagement différer, en accord avec le Conseil, la réponse à cette requête dans l'intérêt même de la population. Toutefois, tenant compte de cette revendication légitime qui répond au but que le Gouvernement néo-zélandais se propose d'atteindre, tout a été mis en oeuvre pour hâter la mise en place d'une réforme constitutionnelle susceptible de satisfaire les aspirations de la population samoane.

Si nous en jugeons par les faits, nous constatons donc que satisfaction a été donnée aux Samoans dans toute la mesure du possible car il aurait été difficile de précipiter davantage cette dévolution de pouvoirs aux intéressés. Devant ces constatations, nous ne pouvons que féliciter l'Autorité administrante non seulement

pour le réalisme et le libéralisme de sa politique, mais également pour la façon dont elle a conduit cette politique jusqu'à ce jour.

Cette évolution s'est faite en l'espace d'une décade. Elle a pris forme avec le Samoa Amendment Act de 1947, qui a notamment accordé des pouvoirs législatifs à l'Assemblée locale. Ensuite, 1952 a été l'année de la création d'un Conseil exécutif. Puis ce fut une période de discussions, de confrontations d'idées, de réunions de comités qui, de 1953 à 1955, a fini par aboutir à un accord général sur les principes d'une évolution constitutionnelle dont l'aboutissement doit être l'autonomie dans les trois ou quatre années à venir. Enfin, 1956 a vu le Parlement néo-zélandais adopter le Samoa Amendment Act de 1956 qui a réorganisé le Conseil exécutif doté de pouvoirs ministériels et qui a créé une chambre de représentants appelée à exercer des pouvoirs législatifs accrus.

M. Tourot. (France)

Ainsi que nous le voyons, il était difficile de franchir les étapes plus rapidement. Dans quatre mois - événement important - le corps électoral samoan va être appelé à élire sa nouvelle Assemblée.

Cette Chambre doit poursuivre, avec des pouvoirs accrus, l'élaboration de la législation locale et le contrôle des finances du Territoire. Elle va donc jouer un rôle important dans une période au cours de laquelle le Conseil exécutif va devenir un véritable Cabinet ministériel et où la désignation du chef du futur Etat samoan va se préparer. Il importe donc que les membres de ce nouvel organisme législatif représentent effectivement l'opinion publique réelle samoane.

C'est en raison de cette considération que la délégation française aurait souhaité, en principe, comme l'Autorité administrante l'aurait elle-même désiré, je crois, que ces prochaines élections aient lieu au suffrage universel. Etant donné le degré actuel d'évolution des Samoans, il semble que ce mode de scrutin n'aurait rencontré aucune difficulté si ce n'est la tradition coutumière locale. Là est l'obstacle. Ainsi donc, seule la coutume maintient encore un système électoral qui répond à des habitudes locales et qui repose sur un collège restreint d'électeurs au deuxième degré.

Ce collège électoral qui, en conformité avec la coutume, rassemble en son sein électeurs et éligibles, groupe quelque 5.500 matais, soit 12 pour 100 à peu près du nombre total - hommes et femmes adultes - des Samoans. Evidemment, nous englobons parmi les électeurs les éléments féminins, qui paraissent d'autant mieux pouvoir s'exprimer dans ce domaine qu'au Samoa la femme nous semble particulièrement respectée et écoutée et que, sur le plan social, à l'échelon village ou district, les organisations féminines jouent un rôle important.

Pour en revenir à nos grands électeurs samoans, les matais, ceux-ci constituent actuellement l'unique source de recrutement des divers organismes politiques locaux. Cependant, l'évolution sociale agit dans ce domaine comme dans tous les autres. Le rapport annuel de 1956 souligne cette évolution, notamment dans son examen de la situation samoane, et note le fait que déjà certains jeunes éléments rompent avec le passé pour faire prévaloir des droits individuels sur les droits de la collectivité.

M. Touroto (France)

Cette tendance à l'individualisme ne touche encore qu'une minorité, la majorité y étant certainement favorable mais n'osant pas encore s'interroger sur ce point, habituée à ne pas discuter la tradition et les coutumes de ses ancêtres. C'est là que se trouve un point important de l'évolution samoane, c'est là que se trouve l'un des problèmes de l'avenir politique du Territoire. Selon que cette mentalité nouvelle évoluera et s'affirmera normalement, progressivement, sans heurts, et selon que les tenants de la vieille tradition sauront évoluer et s'adapter à la mentalité nouvelle nécessaire, l'action émancipatrice entreprise par l'Autorité administrante aboutira à une réussite totale dans le calme social.

Nous comprenons donc fort bien la position de l'Administration vis-à-vis du système électoral en vigueur et la délégation française fait confiance à l'Autorité administrante pour amener les intéressés à comprendre la nécessité d'adapter sans trop tarder les traditions coutumières locales aux conditions nouvelles d'existence.

Du reste, les fonctionnaires ont un rôle important à jouer dans ce domaine et dans l'exercice de leur profession. Ils doivent faire profiter la population non seulement de leurs connaissances techniques, mais aussi, sur le plan général, de leur compréhension des choses et de leur expérience des conditions nouvelles qu'entraîne l'évolution du pays. C'est pour cela que la délégation française, estimant que les fonctionnaires appelés à servir au Samoa-Occidental doivent faire l'objet d'un recrutement sévère, félicite l'Autorité administrante de la position qu'elle a prise concernant le Commissaire à la fonction publique. Celui-ci, en effet, doit demeurer à l'abri de toute pression politique quelconque pour exercer sa fonction en toute indépendance et organiser un corps de fonctionnaires samoans susceptible de faire honneur à l'administration locale et d'exercer une influence favorable sur le développement d'une population qui a besoin d'aide et de conseils éclairés pour s'adapter au monde nouveau moderne.

Ceci étant dit, il est un autre point important sur lequel certaines délégations ont insisté : nous voulons parler du futur statut interne samoan. Le Comité chargé de l'étudier n'a pas encore pris position sur ce problème. Sans nous étendre sur ce sujet, il nous semble qu'il n'y aurait que des avantages à

ce qu'un statut unique soit accordé, sans aucune discrimination, à tous ceux qui sont appelés à s'établir définitivement dans le Territoire et à y travailler.

L'examen de la situation financière n'appelle aucune remarque particulière. Nous constatons une progression régulière des recettes budgétaires qui se montent, pour 1956, à 1.232.000 livres alors que les dépenses s'élèvent à 1.349.000 livres, laissant un déficit permanent que couvre le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

La délégation française note avec intérêt la mise en recouvrement pour la première fois, des impôts sur le revenu qui a touché quelque 1.664 personnes ayant un revenu annuel supérieur à 200 livres et qui a rapporté 13.279 livres. Elle espère que l'enquête à laquelle procède actuellement un groupe d'experts financiers permettra d'améliorer dans l'avenir les ressources fiscales du Territoire afin de mettre le budget local en mesure de faire face aux dépenses qui vont s'accroître dans les prochaines années.

Ma délégation apprécie à sa vraie valeur l'importance du geste que l'Autorité administrante a accompli lorsqu'elle a remis au gouvernement local le New-Zealand Reparation Estates qui, depuis le 1er avril dernier, est devenu le Western Samoa Trust Estate Corporation, avec un capital de 850.000 livres. Si l'on songe que plus de 500.000 livres de revenus de cet organisme ont été utilisés, entre 1947 et 1956, au profit du développement économique et social du Territoire, on ne saurait suffisamment remercier le Gouvernement néo-zélandais d'avoir ainsi donné aux Samoans les moyens de poursuivre l'action économique et sociale entreprise et de compléter de cette façon les ressources budgétaires locales.

Normalement, l'Administration doit trouver le complément de ses ressources financières futures dans le développement de son économie interne et notamment dans l'accroissement tant des cultures vivrières que des cultures d'exportation. Nous abordons là un sujet qui a son incidence sur le système traditionnel foncier encore en vigueur, fondé sur le système des matais, lesquels ont l'administration des terres, qui sont toutes collectives. Il en résulte que la terre, qui est morcelée et dont le produit est partagé, est insuffisamment exploitée faute du stimulant qui est lié seulement au système de la propriété individuelle. D'autre part, les modes d'exploitation traditionnels freinent encore la quantité et la qualité de la production.

La délégation française note avec satisfaction le gros effort que poursuit l'Autorité administrante dans ce domaine : tout d'abord, étude pédologique dont le résultat permettra l'établissement d'un programme rationnel de développement agricole; ensuite, organisation nouvelle des services administratifs agricoles, qui viennent d'être dotés d'un personnel complet de spécialistes qualifiés qui, déjà, ont amorcé une campagne de vulgarisation agricole devant permettre à brève échéance une amélioration de la production agricole samoane.

La délégation française attache une grande importance au régime foncier, car tout ce que l'on pourra faire sur le plan de la technique agricole pour améliorer la situation économique locale serait insuffisant si l'on n'adapte pas le système actuel de la propriété foncière aux conditions modernes.

M. Tourot (France)

Ainsi que nous l'avons déjà dit au début de cet exposé, une tendance à l'individualisme se dessine indiscutablement et, notamment sur le plan foncier et sur le plan agricole, cet individualisme commence à se manifester de la part des jeunes Samoans. Ceux-ci profitent de l'attribution de terres réservées par l'Administration pour se dégager de l'emprise des traditions et coutumes et se considérer comme seuls propriétaires du sol qu'ils entendent cultiver pour leur seul profit.

La délégation française ne saurait trop encourager l'Autorité administrante à soutenir cette tendance à l'appropriation individuelle des terres, qui est le seul stimulant capable de permettre l'accroissement rapide de la production agricole.

Dans le domaine social, nous constatons avec satisfaction de nouveaux et importants progrès dans le développement de la santé publique et de l'enseignement.

Si nous avons bien compris les précisions que nous a apportées le Représentant spécial, tous les postes médicaux sont maintenant pourvus de titulaires, soit six médecins européens et quarante-trois médecins auxiliaires samoans qualifiés, ce qui permet de faire face aux besoins de la population dans ce domaine.

En vue d'assurer à ce personnel un maximum d'efficacité, la délégation française verrait avec intérêt les médecins samoans diplômés des Fidji effectuer en plus grand nombre soit des études plus approfondies, soit des stages de spécialisation. Cette suggestion est faite non pas parce que nous estimons que ceux qui exercent actuellement ne possèdent pas les qualités requises, mais parce que dans ce domaine, il faut des connaissances de plus en plus étendues au fur et à mesure que les techniques médicales progressent et que les découvertes élargissent le champ d'action des médecins et des chirurgiens.

Quant à l'enseignement, la délégation française note avec plaisir les travaux d'agrandissement du Samoa Collège qui pourra, dans ces conditions, satisfaire l'ensemble des besoins du Territoire sur le plan de l'enseignement secondaire.

Pour ce qui concerne plus particulièrement l'enseignement technique professionnel, tout en reconnaissant le gros effort qui a été fait et les dernières réalisations intervenues, nous pensons nécessaire de souligner la nécessité de faire encore davantage. En effet, nous avons eu l'occasion de constater, notamment en Afrique, que les autochtones ne considèrent l'instruction que comme

M. Tourot (France)

le moyen d'obtenir des emplois administratifs ou d'accéder à certaines situations, comme celles de médecins ou d'avocats par exemple; en conséquence, en dehors des écoles normales d'instituteurs, peu de considération est donnée à l'enseignement professionnel et aux emplois manuels; il en résulte une pénurie de techniciens et d'ouvriers spécialisés. Or, sans techniciens, sans main-d'œuvre spécialisée, un pays ne peut se développer harmonieusement. Nous pensons donc qu'une attention toute particulière devra continuer à être réservée à cette branche de l'enseignement public.

En conclusion de ces observations générales, la délégation française se fait un devoir et un plaisir de reconnaître les résultats efficaces de l'action que l'Autorité administrante poursuit avec la participation effective grandissante des Samoans. Elle adresse ses remerciements au représentant de la Nouvelle-Zélande et au Représentant spécial pour leur active et fructueuse participation à l'examen du rapport de 1956 sur le Territoire. Elle rend également hommage à l'aide des organisations internationales, notamment à l'OES, à l'UNICEF et à l'UNESCO. Enfin, elle souhaite que l'évolution constitutionnelle et la mise en valeur du pays se poursuivent dans le calme jusqu'à l'autonomie promise dont les Samoans sauront faire bon usage, nous l'espérons, le moment venu.

ii. ZADOTTI (Italie)(interprétation de l'anglais): L'année dernière, quand les conditions dans le Territoire du Samoa-Occidental ont été discutées en ce Conseil, ma délégation a exprimé sa satisfaction pour les progrès réalisés. Les développements et les progrès constatés cette année dans tous les domaines ont répondu à notre attente.

Dans le domaine politique notamment, un événement très important a eu lieu en septembre 1956, à savoir, l'établissement du nouveau Conseil exécutif où il y a autant d'élus locaux que d'anciens fonctionnaires; chacun d'eux a été chargé

M. Zadotti (Italie)

de l'administration et de la responsabilité d'un département. En outre, le Haut-Commissaire doit maintenant consulter le Conseil exécutif dans l'exercice d'un grand nombre de ses fonctions et il doit agir conformément aux avis de cet organe. Aux yeux de ma délégation, ceci constitue un progrès important dans le transfert de fonctions gouvernementales aux habitants du Territoire, un progrès qui doit conduire à la création d'un Gouvernement samoan.

Nous avons également noté avec satisfaction que, durant l'année sous examen, l'Assemblée législative du Samoa a joué un rôle croissant dans la direction des affaires locales; ceci est montré, entre autres choses, par le fait que des propositions d'une grande importance pour le Territoire ont été discutées et votées par cet organe législatif.

Ma délégation estime que les prochaines élections pour une nouvelle chambre élargie - chambre qui remplacera à la fois l'Assemblée législative actuelle et le Fono des Faipoulés, et au sein de laquelle les éléments samoan et européen seront représentés dans des proportions correspondant mieux à la réalité - marqueront un tournant dans l'évolution du Territoire. Nous avons également relevé avec beaucoup d'intérêt le fait que la législation actuellement en vigueur élargit la compétence des organes législatifs et exécutifs samoans dans plusieurs domaines réservés.

Un autre événement important est la création, qui date d'environ trois mois, de la Western Samoa Trust Estates Corporation, à laquelle ont été transférés les biens et les activités des New Zealand Reparation Estates. A cet égard, nous accueillons avec satisfaction la décision de l'Administration, d'après laquelle ces domaines seront gérés au bénéfice du Samoa et qu'aucune partie ne pourra être vendue sans le consentement du Haut-Commissaire et du Directeur désigné par le Ministre de la Nouvelle-Zélande pour les territoires insulaires. Nous comprenons très bien que cette mesure a été prise afin de conserver la valeur des domaines et d'assurer qu'ils continueront à rapporter des revenus.

Nous désirons souligner que tous ces progrès remarquables se sont effectués dans une atmosphère d'harmonie et de compréhension mutuelles entre le peuple samoan et l'Autorité administrante; les traditions samoanes ont été respectées dans toute la mesure du possible et toutes les fois qu'il a semblé que des pratiques différant des usages samoans étaient plus favorables à une rapide évolution du Territoire - par exemple, dans le cas du suffrage des Matai - l'Administration a eu recours à la persuasion.

Dans le domaine économique, il faut noter que, malgré les bonnes conditions de vie dont jouit le peuple samoan, l'accroissement très rapide de la population met l'Administration dans l'obligation de rechercher une augmentation de la production des cultures vivrières à la fois pour la consommation et pour l'exportation. Nous avons également noté avec intérêt qu'une étude des sols a été effectuée, dans le but de se rendre compte s'il était possible d'augmenter les superficies cultivées. Des efforts ont été également déployés en vue d'augmenter l'efficacité des méthodes agricoles de villages, d'améliorer la qualité du coprah destiné à l'exportation et, - ce qui n'est pas le moins important - d'encourager l'épargne chez les Samoans. Nous espérons sincèrement que ces efforts seront couronnés de succès.

Dans le domaine social, nous sommes heureux de constater l'amélioration des conditions de la santé publique dans le Territoire; c'est avec une grande satisfaction que nous avons appris la nouvelle que l'Autorité administrante envisage de recourir à l'assistance de l'Organisation mondiale de la santé avant de commencer une large campagne antituberculeuse.

Pour ce qui est de l'enseignement, nous notons avec satisfaction la décision d'agrandir l'école agricole d'Avelle, car l'enseignement de techniques agricoles modernes est d'une extrême importance pour un Territoire qui dépend dans une aussi large mesure des produits du sol.

Nous sommes heureux également de noter qu'un nombre toujours plus grand de jeunes gens du Territoire obtienne des diplômes d'universités étrangères et qu'ils reviennent dans leurs foyers afin d'apporter une contribution précieuse au bien-être de leur communauté.

Pour conclure, nous estimons que des progrès raisonnables et harmonieux ont été effectués dans tous les domaines au cours de l'année que nous examinons et nous en félicitons l'Autorité administrante.

Enfin, ma délégation désire remercier le représentant de la Nouvelle-Zélande et le Représentant spécial pour l'aide qu'ils ont accordée à nos délibérations.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Pour des raisons diverses, il est impossible à certains membres portés sur la liste de ce matin de prendre la parole maintenant; mais nous serons en mesure de reprendre la discussion générale après une suspension d'une demi heure.

La séance, suspendue à 11 h.10, est reprise à 11 h.40.

La séance, suspendue à 11 h. 10, est reprise à 11 h. 40.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'étude des documents dont le Conseil est saisi montre que la situation politique du Territoire a subi quelques changements au cours de la période que nous examinons. Entre autres, des modifications ont été apportées à l'exercice des fonctions des membres du Conseil exécutif. Une loi, qui est entrée en vigueur le 1er septembre 1956, prévoit que le Haut-Commissaire doit agir conformément aux recommandations du Conseil exécutif sur toutes les questions qui, aux termes de cette disposition, sont du ressort de cet organe. Les droits de l'Assemblée législative ont été quelque peu étendus, et elle peut prendre maintenant des décisions au sujet de certaines questions comme la création de détachements de sécurité et des problèmes relatifs au régime foncier. Nous notons également qu'au cours de cette année, des élections à l'Assemblée législative sont prévues et que l'Autorité administrante a confirmé son intention de procéder à des réformes. En 1960, un système de gouvernement véritable doit être établi, avec un Cabinet de Ministres responsables devant l'Assemblée législative.

Nous notons que, malgré ces modifications, le rôle joué par les Samoans dans le gouvernement des affaires du Territoire est encore fort réduit. Il faut tout d'abord relever que les pouvoirs de l'Assemblée législative et du Conseil exécutif sont toujours très limités. Il existe des questions réservées, qui ne relèvent ni de la compétence de l'Assemblée législative, ni de celle du Conseil exécutif. Parmi ces questions, nous relevons entre autres celle de la nomination des fonctionnaires du Territoire, celle de la détermination des conditions de travail et de la fixation des salaires des fonctionnaires, ainsi que toutes celles qui sont relatives au statut interne du Territoire. Les droits de l'Assemblée législative sont également limités en matière financière. Cette Assemblée ne peut qu'accepter ou rejeter en bloc le budget présenté par le Commissaire. Il ne lui appartient pas de modifier la répartition des sommes entre les différents titres du budget. Donc, en réalité, le pouvoir est entre les mains du Haut-Commissaire et du Gouvernement néo-zélandais. La Nouvelle-Zélande administre le Territoire par le truchement des fonctionnaires, qui font partie d'ailleurs du Conseil exécutif et de l'Assemblée législative, ainsi que par l'intermédiaire des fonctionnaires administratifs sur lesquels ni l'Assemblée ni le Conseil n'ont le droit de contrôle.

Il est intéressant d'évoquer, à cet égard, un débat qui a eu lieu au mois d'août de l'an dernier au sein de l'Assemblée législative du Samoa-Occidental à la suite d'une question posée par M. Gurua. Celui-ci a présenté une proposition, qui fut amendée. En vertu du texte amendé, l'Assemblée législative était invitée à exprimer sa profonde inquiétude en ce qui concerne l'administration du Territoire, et à déclarer que la politique gouvernementale devrait être entièrement conforme aux vœux de la population. M. Gurua et d'autres membres de l'Assemblée législative ont indiqué que l'administration établit sa politique et prend des mesures intéressant les habitants autochtones sans tenir le moindre compte de leur avis. Les membres de l'Assemblée législative qui ont pris la parole au cours de ce débat ont dit que l'Administration loue des terres en dépit des protestations des habitants du pays. Des réponses données par le Secrétaire gouvernemental, il résulte que le Haut-Commissaire a le droit d'enregistrer des compagnies étrangères au Samoa, de leur permettre de procéder à des opérations commerciales, de leur louer des terres, tout cela sans le consentement du Conseil exécutif ou de l'Assemblée législative. Les orateurs inscrits dans ce débat ont insisté sur le fait que le Haut-Commissaire et ses fonctionnaires ne tenaient nullement compte de l'opinion des membres de l'Assemblée législative, du Conseil exécutif, du Fono des Faipoulés ou du Fautua. Ils ont cité des exemples prouvant que les membres de ces organes ont présenté des pétitions à l'Administration, mais que ces protestations sont restées lettre morte.

Il convient également de noter que, malgré la pression exercée sur les membres de l'Assemblée législative pour mettre obstacle à ce que la proposition soit mise aux voix, malgré le fait que le Secrétaire d'Etat gouvernemental, prenant la parole en qualité, si je ne me trompe, de Représentant spécial de l'Autorité administrante, a tenté d'effrayer les critiques en brandissant l'épouvantail du communisme, six membres de l'Assemblée législative ont voté en faveur de la proposition; quatre membres se sont abstenus et onze membres, parmi lesquels quatre étaient des membres fonctionnaires, ont voté contre cette proposition.

Les pouvoirs véritables du Conseil exécutif de l'Assemblée législative sont mis en évidence par le fait que Haut-Commissaire a rejeté une proposition tendant à ce qu'une enquête sur les agissements du Département des travaux publics soit ouverte, et cela malgré que cette demande ait été signée par les Fautua, par les membres du Conseil exécutif et par ceux de l'Assemblée législative. Ainsi, ces organes ont été dans l'impossibilité de prendre connaissance de la gestion du Département des travaux publics, bien que ce département ne s'occupe ni des affaires étrangères ni de la Défense nationale et bien que son fonctionnement ait fait l'objet de nombreuses critiques.

L'Administration n'a pris aucune mesure pour faire suite à une recommandation de la dix-huitième session du Conseil de tutelle, aux termes de laquelle le Conseil exécutif et l'Assemblée législative devraient obtenir le droit de se prononcer sur toutes les questions relatives aux services publics, y compris les questions du recrutement et du licenciement des fonctionnaires, ainsi que de leurs conditions de travail. Les postes des Ministères des finances et de la justice, ainsi que du service du Commissaire de la fonction publique, qui ont compétence pour toutes les questions touchant aux fonctionnaires, le poste de juge suprême également seront, pendant longtemps encore, attribués à des personnes choisies par la Nouvelle-Zélande. L'Autorité administrante ne le cache pas. Il est curieux de constater qu'aucun délai n'est prévu pour le remplacement des détenteurs actuels de ces postes et qu'aucune mesure concrète n'est prise pour préparer des Samoans à ce poste. L'Autorité administrante espère sans doute garder ainsi entre ses mains les principaux postes de l'Administration, et cela pendant très longtemps encore.

L'année dernière, nous avons déjà signalé au Conseil de tutelle que les réformes prévues pour la période 1957-1960 ne sont pas suffisantes; elles ne donneront pas aux habitants une autonomie véritable, c'est-à-dire le droit de résoudre en toute indépendance les questions relatives à la vie quotidienne des populations du Territoire. Nous avons également souligné que, malgré les réformes, les pouvoirs du Conseil exécutif et de l'Assemblée législative resteront très limités et que de nombreux postes très importants resteront attribués à des personnes choisies par la Nouvelle-Zélande. Nous avons à cette époque exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ne se bornerait pas à indiquer des dates pour la réalisation de réformes isolées et qu'elle indiquerait le délai dans lequel les buts et principes de la tutelle seront réalisés, le délai dans lequel les populations du Samoa occidental recevront la liberté politique et seront à même de résoudre, en toute indépendance, toutes les questions affectant la structure gouvernementale et l'existence quotidienne des Samoans.

Malheureusement, nous n'avons trouvé, dans les documents soumis par l'Autorité administrante et dans les interventions de ses représentants, aucun indice nous permettant de conclure que ce délai soit enfin fixé, - et cela bien que l'Assemblée générale, ait, à sa dernière session, à nouveau déclaré qu'elle attache une importance considérable à la fixation de ce délai et qu'elle ait à nouveau demandé aux Autorités administrantes de déterminer le délai dans lequel les buts du système de la tutelle, l'autonomie ou l'indépendance, seront réalisés pour chaque Territoire sous tutelle. Nous estimons que l'Autorité administrante doit donner suite à cette recommandation de l'Assemblée générale.

Nous estimons également que les pouvoirs de l'Assemblée législative qui sera élue à la fin de cette année doivent être élargis, de manière que les Samoans eux-mêmes puissent participer directement à la solution de toutes les questions intéressant le Territoire. Nous notons qu'au cours de la période que nous examinons, le droit de vote n'a fait l'objet d'aucune modification et qu'il en est de même de la question de la représentation des populations européennes et des populations autochtones.

M. Bendrychev (URSS)

Nous nous voyons donc obligés de répéter les recommandations que notre délégation avait formulées à cet égard à la dix-huitième session du Conseil de tutelle, à savoir que l'Autorité administrante devrait mettre au point, en consultation avec les représentants des autochtones, les mesures nécessaires pour introduire le suffrage universel pour tous les hommes et les femmes adultes autochtones du Territoire, et que des élections devraient avoir lieu d'après ce système en vue d'élire un corps législatif qui représenterait toute la population du Territoire sans distinction de race, de situation ou de statut.

Je passe maintenant au domaine économique. A cet égard, je constate que, durant la période que nous examinons, il ne s'est produit au Territoire aucun changement témoignant du développement économique du pays. Le budget du Territoire est toujours en déficit et, en 1956, ce déficit a dépassé celui de 19

Le décret pris en 1955 en ce qui concerne l'impôt sur le revenu est entré en vigueur au cours de l'année 1956. Néanmoins, il n'y a eu aucune modification dans la répartition de l'impôt. Le poids principal de l'impôt - direct ou indirect - continue à peser sur la population autochtone du Territoire. Jusqu'à présent, l'Autorité administrante ne nous a pas indiqué les bénéfices que les sociétés et entreprises retirent du Territoire. L'économie du Territoire garde le même caractère; elle se fonde toujours sur l'exportation des bananes, du cacao et du coprah, qui sont produits par les indigènes, mais exportés par des sociétés entre les mains d'Européens.

M. Bendrychev (URSS)

Le Représentant spécial a déclaré que, selon l'Administration, l'avenir économique du Samoa-Occidental dépend des progrès des Samoans en agriculture. La plus grande partie des produits agricoles vient du travail des Samoans; mais, jusqu'à présent, dans l'ensemble, ils en sont encore à appliquer des méthodes traditionnelles qui exigent sans cesse des terres nouvelles. Il faut donc complètement modifier l'agriculture, et appliquer des méthodes modernes. Comment se fait-il que, jusqu'à présent, les habitants autochtones en soient encore à utiliser des méthodes primitives, des méthodes traditionnelles, qui exigent un labeur beaucoup plus considérable que les méthodes modernes et dont le rendement est faible? Serait-ce parce que les Samoans eux-mêmes ne voudraient pas d'amélioration? Cependant, il résulte du rapport de l'Administration que les habitants comprennent l'avantage des nouvelles méthodes agricoles. Comme le dit l'Autorité administrante elle-même, les habitants autochtones s'y intéressent considérablement et ils voudraient même organiser des plantations. Par exemple, il est dit, à la page 37 du rapport annuel, qu'un nombre toujours plus grand de Samoans cherchent à acquérir le capital nécessaire pour organiser des plantations; mais ils n'arrivent pas à trouver ce capital. Il n'y a pas, dans le Territoire, d'organismes qui fournissent aux Samoans les crédits et les moyens indispensables pour moderniser l'agriculture.

Répondant à l'une de mes questions, le Représentant spécial l'a reconnu. Mais, si l'Autorité administrante désire réellement que l'agriculture soit transformée, elle doit se préoccuper de rechercher des méthodes de distribution de capitaux, de prêts à long terme et à faible intérêt. Les Samoans n'ont pas les moyens nécessaires pour trouver des capitaux. Comme le Représentant spécial l'a dit dans son discours d'introduction, il arrive souvent que les paysans ne trouvent pas d'argent, même pour payer leur droit d'entrée dans une coopérative.

Le 1er avril 1957, la Western Samoa Trust Estates Corporation a été créée. Elle a pris à son actif les anciens New Zealand Reparation Estates. Il y a lieu de noter que les membres de la nouvelle compagnie ainsi que son actif ne sont pas placés sous le contrôle de l'Assemblée législative. Au contraire, ils sont placés sous l'autorité du Haut-Commissaire et du Ministre des îles de la Nouvelle-Zélande.

M. Bendrychev (URSS)

L'Assemblée législative ne peut que participer à la répartition des ressources de la compagnie. Or elle devrait recevoir un droit de contrôle des opérations de celle-ci. L'Assemblée législative devrait avoir le droit d'adopter des lois au sujet du régime foncier, au sujet de l'utilisation des terres et notamment de celles qui sont aux mains des Européens. Il ne s'agit pas simplement d'enregistrer les droits fonciers des Européens, ce dont a parlé le Représentant spécial, mais de promulguer des lois sur toutes questions relatives au régime foncier.

Je désire attirer l'attention du Conseil sur une autre situation anormale. Il s'agit des terres - peut-être peu importantes - qui sont allouées à des Européens ou à des compagnies par l'Administration sans l'accord des habitants autochtones ou de leurs représentants. Vous savez que la terre est la propriété inaliénable de l'habitant autochtone. Or comme l'a dit M. Tualalelei, membre de l'Assemblée législative, en août 1956, des terres ont été enlevées aux habitants autochtones contre des produits de valeur insignifiante : quelques haches, quelques fusils ou quelques bouts de ferraille.

La délégation de l'Union soviétique estime que l'Autorité administrante doit prendre des mesures énergiques pour développer l'économie du Territoire, pour en améliorer l'agriculture et pour développer les entreprises ou créer des entreprises de transformation des produits du Territoire.

Toutes ces mesures doivent être accompagnées d'une amélioration des conditions de travail et de l'adoption de lois protégeant les droits des travailleurs. S'il en était ainsi, l'Autorité administrante ne serait pas obligée de venir nous dire que certains travailleurs plus ou moins spécialisés ont tendance à quitter le Territoire pour aller chercher du travail en Nouvelle-Zélande. En effet, ces travailleurs pourraient rester au sein de leur famille et participer au progrès et au développement du Territoire. D'après le rapport de l'Autorité administrante, il y a actuellement 6.000 ouvriers et employés samoans, ce qui représente un groupe assez important, mais il n'y a toujours pas de syndicats. Nous estimons qu'il est indispensable que l'Autorité administrante prenne les mesures nécessaires pour garantir aux travailleurs samoans le respect total de leurs droits.

M. Bendrychev (URSS)

Au cours de l'année 1956, on a noté une certaine amélioration dans le domaine de la santé publique par rapport à l'année 1955. Pendant cette dernière année, la situation des services de santé était absolument déplorable. Le nombre des médecins est revenu à six; mais la situation n'est toujours pas satisfaisante. Il faut augmenter le nombre des médecins et améliorer les services hospitaliers. Il faut mettre un terme à la situation qu'a soulignée la Mission de visite de 1956 lorsqu'elle nous a dit que les cliniques et les hôpitaux des villes et des villages n'avaient ni l'équipement ni les médicaments nécessaires et ne pouvaient ainsi fournir l'aide médicale dont les Samoans ont tant besoin.

Nous notons avec satisfaction qu'un Samoan a terminé récemment ses études médicales. Mais il ne faut pas s'arrêter là, il faut prendre les mesures indispensables pour former un nombre suffisant de médecins qualifiés, choisis parmi les Samoans eux-mêmes,

Je passe maintenant au domaine de l'enseignement. Je voudrais noter quelques faits. Tout d'abord, il est indispensable d'introduire, dans un avenir très rapproché, l'enseignement primaire, obligatoire et gratuit. Pour cela, il faut établir des délais précis pour la création d'un enseignement primaire général gratuit étendu à tout le Territoire. En second lieu, il y a lieu d'améliorer les possibilités d'extension de l'enseignement secondaire dans le Territoire, pour les Samoans. Il n'y a eu, en 1956, que 156 élèves samoans poursuivant leurs études secondaires, et l'on espère porter ce nombre à 300 ou 400. Cette situation n'est pas satisfaisante et ne correspond pas aux besoins des Samoans, car il ne faut pas oublier que la population totale atteint un chiffre de 100.000 personnes. Il faut donc créer des nouvelles écoles secondaires.

Il faut en outre que ces écoles secondaires dispensent un cycle d'études complet afin que les élèves qui terminent leur enseignement secondaire puissent passer immédiatement et sans préparation supplémentaire aux établissements d'enseignement supérieur. Il est grand temps, en effet, que l'Autorité administrante envisage la création d'un enseignement supérieur au Samoa.

Nous savons que la question de la formation des spécialistes samoans, dans les divers aspects de l'activité du Territoire, est étroitement liée à la question de l'enseignement, non seulement de l'enseignement primaire mais également secondaire, supérieur et technique. Donc, pour que l'Autorité administrante ne puisse plus venir nous dire qu'elle manque de spécialistes capables d'occuper des postes importants dans l'administration du Territoire, pour qu'elle ne puisse plus venir nous dire qu'il n'y a pas suffisamment de médecins ou de techniciens autochtones, il est indispensable qu'elle prenne des mesures énergiques pour former ces spécialistes et ces techniciens, pour améliorer l'enseignement à tous ses degrés, pour former enfin des Samoans ayant tous les titres nécessaires pour participer au développement général du Territoire et à la réalisation des buts du régime de tutelle.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : L'une des conséquences pratiques les plus intéressantes de la procédure qui permet aux Autorités administrantes de soumettre au Conseil des plans montrant les principales modifications politiques du Territoire, consiste dans le fait que, le Conseil ayant donné son avis lui-même sur ces plans au moment où ils lui ont été présentés, ne peut plus, par la suite, faire de commentaires sur ces propositions et, si nous considérons ce point d'une façon réaliste, devrait se borner simplement à étudier leur mise en oeuvre. L'Autorité administrative se trouve dans la même situation. Mais si les Autorités administrantes, en général, ont des responsabilités qui se prolongent tout au long de l'Accord de tutelle, la composition du Conseil se modifie et les nouveaux membres à regret peut-être quelquefois, se trouvent dans une situation telle qu'ils doivent accepter des prises de position adoptées par le Conseil en leur absence. Ce problème cependant ne peut pas inquiéter le Conseil lorsqu'il voit les plans qui lui sont soumis pour le progrès politique du Samoa, plans qui semblent aujourd'hui aussi satisfaisants qu'ils l'ont semblé au Conseil l'année dernière. Leur mise en oeuvre se poursuit et ce que l'on envisageait devoir être réalisé en 1957 est maintenant réalisé.

Le Conseil devrait, à mon avis, prendre note avec satisfaction de la mise en oeuvre facile et progressive de l'exécution de ces plans et féliciter l'Autorité administrative, ainsi que les habitants du Territoire, pour cette situation.

Pour ce qui est du suffrage, le Conseil et l'Autorité administrative ont, jusqu'à présent, formulé des réserves. Le Conseil sera donc heureux de savoir que l'on reprend la discussion sur ce sujet entre l'Autorité administrative et les leaders politiques samoans. Nous espérons que cette discussion sera fructueuse.

Certains membres se sont intéressés au statut des habitants du Territoire; c'est un problème que l'Autorité administrative, très sagement, c'est du moins l'avis de ma délégation, étudie depuis longtemps. Ma délégation note avec intérêt que des recommandations importantes concernant la citoyenneté samoane ont été adoptées, qui seront présentées à l'Assemblée en 1957. Ces recommandations semblent être acceptables, et nous attendons avec intérêt de voir l'attention qui leur sera donnée à l'Assemblée.

Le Comité sur le statut samoan a progressé moins vite. Ceci s'explique car il rencontre des difficultés importantes dans son travail. Dans la situation actuelle du Territoire sous tutelle, le statut du Samoa devrait être défini sur des bases différentes de celles du statut de la citoyenneté samoane; il est compréhensible que l'on ait recommandé un amendement à la loi prévoyant que, pour avoir la citoyenneté samoane, il faut appartenir à la race autochtone du Samoa. Cela paraît logique. Il faut espérer cependant que l'on prendra de grandes précautions pour définir ultérieurement les limites de cette recommandation.

Le Conseil, dans le passé, s'est intéressé à la participation de plus en plus active des Samoans aux affaires de l'Etat, et à leur prise de responsabilités dans l'administration. Ma délégation est heureuse d'apprendre que des mesures supplémentaires ont été prises dans ce sens, pendant l'année que nous étudions, et que l'Autorité administrante prévoit que le pourcentage des Samoans par rapport aux Européens qui occupent des postes importants sera augmenté rapidement, au fur et à mesure que des jeunes Samoans ayant suivi des cours à l'Université en Nouvelle-Zélande et ailleurs, se présenteront pour prendre ces postes. Nous sommes également heureux d'entendre déclarer par l'Autorité administrante que la compétence des organismes législatifs et exécutifs des services publics du Samoa occidental est maintenant, pour la plupart des cas, à égalité avec la compétence des organismes similaires de Nouvelle-Zélande, en rapport avec la fonction publique néo-zélandaise.

Pour ce qui est des conditions économiques du Territoire, ma délégation note avec satisfaction que la production du caoutchouc joue un rôle de plus en plus grand dans cette économie. Le développement prévu dans l'avenir immédiat coïncide avec de nouvelles difficultés qui surgissent dans l'exportation de la banane et du coprah. L'Autorité administrante doit donc être félicitée pour la façon dont elle a encouragé cette nouvelle industrie.

Nous nous félicitons des efforts fournis pour développer la production agricole en général et élever le nombre de techniciens qui travaillent à cette fin dans le Territoire. Nous avons noté avec un intérêt particulier l'expansion rapide du mouvement coopératif qui résulte des efforts spéciaux exercés par l'Administration dans ce domaine. Nous voudrions exprimer l'espoir que, dans ses délibérations ultérieures, le Comité d'utilisation des terres ne négligera aucune occasion d'étudier la question de la régularisation de la possession des terres samoanes afin de pouvoir augmenter de manière substantielle la production agricole per capita.

En dépit de baisses importantes, particulièrement en ce qui concerne l'imposition indirecte, le revenu total du Territoire en 1956 a été maintenu à peu près au niveau de 1955. Le nouveau système d'imposition a apporté une contribution importante à ce revenu. Nous espérons que, dans un avenir proche, les difficultés mineures qui ont surgi lors de l'introduction de cet impôt disparaîtront. En attendant, le Conseil peut féliciter l'Autorité administrante sur la manière satisfaisante suivant laquelle cette opération importante s'est déroulée.

L'Autorité administrante a souligné que la seule solution complètement satisfaisante des problèmes importants soulevés par l'économie du Territoire se trouve dans l'augmentation de la production per capita; les efforts de l'Autorité administrante dans ce but - et je n'en ai mentionné que quelques-uns jusqu'ici - ont contribué considérablement à cette augmentation. Une mesure qui, je crois, mérite d'être mentionnée spécialement est le plan en vue de développer la main-d'oeuvre spécialisée dans le Territoire grâce à un programme de formation professionnelle. Nous sommes heureux de noter que ce programme, qui comprend en fait le début d'un programme d'orientation professionnelle, a déjà été mis en oeuvre.

Dans le domaine de la santé publique, le Conseil doit prendre note du développement continu des services de santé et du personnel spécialisé qui comprend un grand nombre de Samoans. Le Conseil sera heureux, j'en suis sûr, de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle la situation en ce qui concerne le personnel médical s'est grandement améliorée et un habitant autochtone va obtenir son diplôme de docteur en médecine en 1957. Il faut remarquer particulièrement les mesures prises par l'Autorité administrante en vue de préparer un plus grand nombre d'autochtones à devenir médecins ou à embrasser des professions connexes. Parmi ces efforts, il faut souligner le fait que

l'Autorité administrante encourage et assiste les médecins auxiliaires samoans à obtenir une formation médicale complète.

Dans le domaine de l'hygiène publique comme dans le domaine du progrès de l'enseignement en général, la situation s'est beaucoup améliorée dans le Territoire au cours de l'année considérée. Nous sommes heureux de noter que les services d'enseignement se sont développés et que la fréquentation scolaire a également augmenté. Il est très intéressant de constater que les élèves expriment toujours davantage le désir de rester plus longtemps à l'école. Ce désir sera réfléchi en temps voulu par une plus grande fréquentation des écoles au niveau secondaire. C'est pourquoi nous sommes heureux de voir que les plans déjà mis en oeuvre dans le Territoire prévoient une augmentation considérable des installations à ce niveau.

Pour terminer, je désire remercier très chaleureusement le représentant de la Nouvelle-Zélande et le Représentant spécial pour l'aide qu'ils ont donnée au Conseil au cours de son étude de la situation dans le Territoire sous tutelle. Ils lui ont permis de mieux comprendre les mesures très efficaces prises par l'Autorité administrante afin d'améliorer progressivement cette situation, en conformité avec les principes de la Charte.

La séance est levée à 12 h. 25.